

## COUR FÉDÉRALE

Entre :

**SEGALL BLOUIN, DAVID**

demandeur

et

**MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE DU  
CANADA**

défendeur

---

### AVIS DE DEMANDE DE CONTRÔLE JUDICIAIRE (Art. 301 des *Règles des cours fédérales*)

---

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur.  
La réparation demandée par celui-ci est exposée à la page suivante.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à **Montréal** où la Cour fédérale siège habituellement.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer un avis de comparution selon la formule 305 des *Règles des Cours fédérales* et le signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, **DANS LES 10 JOURS** suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (no de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Le 8 décembre 2022

Délivré par : \_\_\_\_\_

Adresse du bureau local : 30, rue McGill, Montréal (Québec) H2Y 3Z7

DESTINATAIRES :

**Ministre de la Sécurité publique  
et de la Protection civile du Canada**  
400, Place d'Youville  
Montréal (Québec) H2Y 2C2

### DEMANDE

La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant : **la décision rendue le 9 novembre 2022 par madame Tammy Wiseman pour le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile du Canada (« Ministre »), disposant de la demande de révision ministérielle présentée par le demandeur dans le dossier 2209509-1 / 3515-22-0042.**

L'objet de la demande est le suivant :

- a) Annuler la décision rendue par madame Tammy Wiseman le 9 novembre 2022 par laquelle elle refuse d'exercer son pouvoir discrétionnaire d'annuler le montant de pénalités 34 650,65 \$CAN;
- b) Renvoyer l'affaire au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile du Canada avec l'instruction d'annuler le montant de pénalités 34 650,65 \$CAN ; subsidiairement, renvoyer l'affaire au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile du Canada avec l'instruction de rendre une nouvelle décision conformément aux conclusions de la Cour;

c) Émettre toute autre ordonnance que la Cour estimera appropriée.

Les motifs de la demande sont les suivants :

1. La présente affaire est un total malentendue et ne devait pas aboutir à l'imposition de pénalités;
2. Le demandeur est un importateur de montres qui n'en ait pas à ses premiers achats provenant d'outre-mer;
3. Dans le cadre de ses importations antérieures, le demandeur recevait des manifestes indiquant les droits à payer afférents à l'importation de marchandise. Sur réception de ces manifestes, le demandeur acquittait les sommes qui étaient dues. Il s'agit là de son *modus operandi*;
4. La situation dans la présente affaire ne diffère pas des autres importations du demandeur;
5. Le demandeur a reçu le manifeste du transporteur Fedex avec indication que des droits étaient dus;
6. Dans les faits, le demandeur prendra un vol vers la Philadelphie afin d'aller récupérer la montre qu'il a acheté pour lesquels les droits étaient dus;
7. Le demandeur n'avait aucune raison de croire que le processus de dédouanement de sa montre ne suivrait pas le même cheminement que ses importations antérieures;
8. Le Ministre possède un large pouvoir discrétionnaire dans l'exercice de ses fonctions et doit pouvoir en user;
9. La déléguée du Ministre, madame Tammy Wiseman de la direction des recours de l'ASFC, a maintenu la pénalité de 34 650,65 \$CAN. En plus de cette somme, un montant de 11 405,83 \$CAN à titre de taxe provinciale a été imposée pour un montant total dû de 46 056,49 \$CAN;
10. Dans le cadre de ses fonctions et avant de rendre une décision portant atteinte au droit d'un justiciable, la déléguée du Ministre peut

se référer à tout document, que ce soient les mémorandums, les lignes directrices et/ou le manuel d'exécution des douanes ainsi qu'à la législation applicable;

11. L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire ne doit pas être déraisonnable et encore moins lié à des politiques internes indépendamment des faits de l'espèce;
12. En l'occurrence, madame Wiseman a liée sa décision aux politiques internes et n'a pas exercé sa large discrétion pour tenir compte des particularités de la présente affaire;
13. La déléguée du Ministre soutient notamment dans sa décision :

*[...] La non-déclaration d'une montre au plus bas niveau de saisie impose une pénalité de 30\$ sur la valeur de la marchandise non déclarée, donc 30% de 115 502,17 \$CAN, soit 34 650,65 \$CAN. La taxe provinciale sur la valeur de la marchandise non-déclarée a été ajoutée pour un montant de 11 405,83 \$CAN. Le montant final de la saisie s'est élevé à 46 056,49 \$CAN.*

*[...]*

*La demande de paiement évaluée faisait également partie de cet examen et il a été noté que le montant a été évalué à 30 % de la valeur en douane, déterminée par l'agent comme étant 34 650,65 \$CAN plus la taxe provinciale en [sic] montant de 11 405,83 \$CAN. Le montant final de la confiscation compensatoire s'élève à 46 056,49 \$CAN. J'ai conclu que ce niveau était approprié dans les circonstances, comme la pénalité a été appliqué [sic] au niveau le plus bas et est cohérent avec d'autres situations similaires. [Nos soulignements]*

14. La déléguée du Ministre ne pouvait pas ne pas avoir constater le malentendu à l'origine de cette affaire et ne devait pas imposer de pénalités aussi minimales qu'elles soient. En le faisant, elle a agi déraisonnablement;

15. En se justifiant ainsi, la décideuse a contraint l'exercice de son pouvoir discrétionnaire à l'application rigide des lignes directrices de l'ASFC en considérant que la pénalité de niveau 1 devait nécessairement être imposée parce qu'elle était la peine la plus basse;

16. Dans les circonstances de cette affaire, il est clair qu'aucune pénalité n'aurait dû être imposée;

17. Pour toutes ces raisons, le demandeur est justifié d'obtenir l'annulation du montant de la pénalité de 34 650,65 \$CAN.

Les documents suivants sont présentés à l'appui de la demande :

1. Affidavit de M. David Segall Blouin et les pièces à son soutien;
2. Documents en possession de l'office fédéral à être obtenus en vertu des règles 317 et 318 des *Règles des cours fédérales*.

Le demandeur demande au défendeur de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents suivants qui ne sont pas en sa possession, mais qui sont en la possession de l'ASFC, et que chaque ensemble de documents soit bien identifié en référant au numéro de la demande ci-dessous :

- 1) Le contenu intégral du dossier de l'ASFC relatif à l'importation du demandeur, incluant les calepins de notes et autres notes personnelles des agents de l'ASFC et tous les courriels, notes de service et autres communications reçues ou transmises par un membre du personnel de l'ASFC ainsi que toutes autres telles communications reçues ou transmises du/au demandeur ou de/à des tiers, et ce, sous quelque forme que ce soit;
- 2) L'intégralité du dossier de contestation du demandeur constituée par la direction des recours de l'ASFC, incluant notamment toutes les communications entre madame Tammy Wiseman et d'autres membres du personnel de l'ASFC ou des tiers, toutes les communications entre madame Tammy Wiseman et le demandeur et tous les documents auxquels a eu accès madame Tammy Wiseman dans le traitement du dossier du demandeur.
- 3) Toutes les communications, sous quelque forme que ce soit, entre un représentant de l'ASFC et un représentant du transporteur Fedex en lien avec l'importation dans la présente affaire;

Ce 8<sup>ème</sup> jour du mois de décembre 2022,

*Dupuis Paquin.*

---

Me Yacine Agnaou

Me Jeffrey Jabbour

DUPUIS PAQUIN

1575, boul. de l'Avenir, bureau 400

Laval (Québec) H7S 2N5

Téléphone : 450 696 1086

Télécopieur : 450-696-1270

Courriel : [yagnaou@dupuispaquin.com](mailto:yagnaou@dupuispaquin.com)

[jjabbour@dupuispaquin.com](mailto:jjabbour@dupuispaquin.com)